



3^e trimestre 2017

défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France

A PROPOS D'ALTARES > www.altaires.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altaires valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altaires fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises. Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altaires se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 260 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B Benelux, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance. Ces analyses sont consultables en ligne, sur le site www.altaires.com et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 24 OCTOBRE 2017

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.com

Tél : 01 41 37 50 00 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.com

Directeur des études

Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE :

VP COMMUNICATION

Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris
Tél : 06 81 29 81 90
www.vp-communication.com

PALMARES ALTAIRES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 3^E TRIMESTRE 2017

Avec 10 830 défaillances d'entreprises (-5,2%/3^e trimestre 2016), le 3^e trimestre 2017 est le meilleur depuis 10 ans.

Le nombre d'emplois menacés est également le plus faible de la décennie (33 800).

Paris, le 24 octobre 2017 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude des défaillances d'entreprises pour le 3^e trimestre 2017.

« Il y a tout juste dix ans, durant l'été 2007, la France pliait à son tour sous la force autant inouïe qu'in vraisemblable de la crise des « subprimes ». Une décennie plus tard, en dépit d'indicateurs bons voire très bons, l'économie réelle hésite encore à parler de sortie de crise, préférant prudemment évoquer une reprise économique. » Observe Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Illustration pourtant d'une croissance retrouvée, cet été, le nombre trimestriel de défaillances d'entreprises est tombé sous le seuil des 11 000 pour la première fois en dix ans. Cette meilleure résistance des entreprises permet de ramener le nombre d'emplois menacés par les procédures judiciaires à 33 800 ; il y a seulement 3 ans nous en comptions 22 000 de plus. En données glissées sur douze mois, septembre signe la 34^e baisse mensuelle consécutive du nombre de défaillances d'entreprises, exception faite de trois mois en 2015, où la hausse était de seulement l'épaisseur du trait. » Relève Thierry Millon.

Les plus petites entreprises gardent le sourire

En tendance, le nombre de jugements d'ouverture baisse encore sensiblement ce troisième trimestre (-5,2%/3^e trimestre 2016), mais un peu moins vite que sur 9 mois (-6,4%) et sur 12 mois (-8,3%). Chacune des natures de procédure est en recul par rapport à l'été 2016; 220 procédures de sauvegarde, soit seulement 2% de l'ensemble des décisions, ont été prononcées (-13,4%) pour 3 150 redressements judiciaires (-5,1%) et 7 460 liquidations judiciaires (-5,0%).



NANTERRE, LE MARDI 24 OCTOBRE 2017

75% des décisions portent sur des microentreprises de **moins de trois salariés** ; ce sont donc ces dernières qui donnent le rythme. Or celui-ci est dynamique. Si sur le 1^e trimestre les très petites entreprises parvenaient à peine à passer dans le vert, sur le 2^e trimestre la tendance était forte (-6,7%) et s'est confirmée (-6,7%) cet été 2017.

Les **TPE de 3 à 9 salariés** parviennent à stabiliser la sinistralité après avoir enregistré ces derniers trimestres des baisses très importantes (-20% il y a un an). Le chiffre repasse dans le rouge (+3,7%) pour les **PME de 20 à 49 salariés** après avoir, comme les TPE, connu des améliorations rapides sur de nombreux trimestres.

La sinistralité des **PME de 50 à 99 salariés** se stabilise à un niveau bas, pendant que celle des PME de taille plus importante, à **partir de 100 salariés**, se réduit sensiblement (-23%).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure sur cinq ans

Données provisoires au 15 octobre de chaque année.

	T3 2013	T3 2014	T3 2015	T3 2016	T3 2017	ÉVOLUTION T3 2017/2016
Sauvegardes	356	375	330	254	220	-13,4%
Redressements judiciaires	3801	3816	3729	3318	3150	-5,1%
Liquidations Judiciaires directes	9237	9654	8915	7850	7460	-5,0%
Total Ouvertures	13394	13845	12974	11422	10830	-5,2%
Dont PME > 50 salariés	114	120	72	71	63	-11,3%
Total Emplois menacés	53500	56400	47000	39400	33800	-14,2%
Total Ouvertures	63955	64162	63246	60090	55100	-8,3%

L'habillement revient à la mode

Le **construction** conserve une tendance à deux chiffres (-10,9%), tirée notamment par le gros œuvre (-11%), et plus précisément la construction de maisons individuelles (-22%) ou la maçonnerie générale (-8%). L'amélioration est de -8% dans le second œuvre et -11% dans les travaux publics. Dans l'immobilier, les agences enregistrent un recul de 41% du nombre de procédures cet été.

Le **commerce** (-2,2%) offre des tendances hétérogènes. Ainsi, la réparation de véhicules automobiles patine (+1%) tandis que les défaillances d'entreprises augmentent de 11% dans l'alimentaire ou de 29% dans les soins de la personne et l'optique. Il est une branche, en revanche, où la détente est très marquée, c'est celle de l'habillement (-29%). Plus précisément le nombre de dépôts de bilan de magasins de détail spécialisés était en constante

NANTERRE, LE MARDI 24 OCTOBRE 2017

augmentation d'été en été depuis 2008, jusqu'à établir un record l'année dernière avec 299 défaillances ; Ce troisième trimestre 2017 signe une amélioration remarquable. Le secteur ne compte plus que 206 défaillances.

Les activités à destination du consommateur sont généralement bien orientées notamment **la restauration traditionnelle** (-7%) qui tombe juste sous les 700 défaillances (696) pour la première fois depuis six ans (663 en 2011-T3), mais aussi **les salons de coiffure** (-9%) avec 179 défaillances, là encore le meilleur chiffre depuis l'été 2011 (156). **L'hébergement** semble afficher un mauvais chiffre (+17%), mais en réalité la sinistralité de l'été 2016 avait été très faible.

L'industrie continue d'être bien orientée (-4,3%), notamment dans l'agroalimentaire (-7%) porté par la moindre fragilité des artisans boulangers (-10%), dont moins de 200 (192) comme durant l'été 2012 ont dû déposer le bilan.

Dans **les services aux entreprises, le conseil en communication et gestion** bascule à nouveau dans le rouge (+11%), après des étés 2015 et 2016 plus favorables, tandis qu'au contraire **les services d'architecture et d'ingénierie** (-15%) poursuivent un redressement rapide amorcé dès l'été 2015.

De même, dans **les services informatiques, la programmation informatique** reste sous tension (+7%) alors que **le conseil en systèmes et logiciels informatiques** (-16%) est sur une belle tendance depuis cinq étés.

Les défaillances de **transporteurs routiers de fret de proximité** se stabilisent à un niveau bas aux environs de 150 procédures sur les 3^e trimestres 2016 et 2017, soit une quarantaine de moins que lors des trois étés précédents. Pour **le fret interurbain**, en revanche, elles augmentent de 12% (66 RJ-LJ) ce trimestre après une précédente hausse de 7% durant l'été 2016. Mais c'est dans **les transports de voyageurs** que l'évolution est la plus sévère, et plus précisément **chez les taxis**. Au cours du 3^e trimestre 2014, 24 d'entre eux avait connu la défaillance, ils étaient 36 l'été suivant puis 55 un an plus tard, et sont 74 cet été 2017 ; trois fois plus de dépôts de bilan en seulement trois ans.

Parmi les autres activités, nous noterons que **la santé humaine** reste en souffrance (+8%) en particulier **les infirmiers et sages-femmes** (+53%), dont 66 étaient en cessation de paiement ce troisième trimestre.

Le **monde agricole** a bénéficié d'une fenêtre de respiration cet été, le nombre de défaillances recule de 9,3%, mais est encore en hausse de 9,3% sur neuf mois.

Plusieurs régions enregistrent un plus bas sur dix ans

Si Bourgogne-Franche-Comté (+5,7%), Centre Val-de-Loire (+5,6%) et Provence-Alpes-Côte-D'azur (+3,4%) peuvent sembler dans le rouge, en réalité les tendances de ce trimestre doivent rappeler qu'un an plus tôt ces régions enregistraient leurs meilleurs chiffres de la décennie.

D'autres territoires sont clairement bien orientés sur un an et enregistrent un nombre de défaillances au plus bas sur dix ans. Il s'agit des nouvelles grandes collectivités créées l'année dernière au sein desquelles chacune des anciennes régions qui les composent affiche le trimestre le moins sinistré depuis l'été 2007. C'est le cas des Hauts-de-France (-19,4%), Nouvelle-Aquitaine (-12,2%), Bretagne (-11,4%), Auvergne-Rhône-Alpes (-8,7%), Occitanie (-5,8%) ou Pays-de-la-Loire (-3,5%).

La Normandie (-8,9%) s'inscrit également sur une tendance forte et un niveau de défaillances d'entreprises au plus bas sur huit ans.

NANTERRE, LE MARDI 24 OCTOBRE 2017

L'Île-de-France (-2,5%) approche ses meilleures valeurs de 2011-2012, voire 2007.

Le Grand-Est (-2,0%) présente des résultats hétérogènes en son sein. Si Champagne-Ardenne et Lorraine enregistrent leur meilleur été depuis 2007, l'Alsace est dans le rouge après un mois de juillet délicat et peine à s'écarter du nombre de 335 défaillances, sa moyenne estivale depuis 2011.

La Corse offre la meilleure évolution régionale de ce 3^e trimestre (-25%), mais elle avait connu un record de sinistralité sur l'été 2016. Avec 70 défaillances ces trois derniers mois contre 94 un an plus tôt, la Corse reste très au-dessus des 42 jugements enregistrés durant l'été 2011.

Alors, sortie de crise ou vraie reprise ?

« La base même de l'économie réelle, c'est l'acceptation pour deux agents économiques de travailler ensemble, d'échanger. Mais pas d'échange sans confiance ! Or « la confiance se gagne en gouttes et se perd en litres »- estimait Sartre. Après une reprise très encourageante en 2011, 2012 a tué dans l'œuf la confiance à peine renaissante. Comment, dans ces conditions, être certain de tenir enfin la vraie sortie de crise ? Au-delà de pléthore d'indicateurs convaincants, exception faite sans doute de celui de l'emploi qui parvient difficilement à accélérer, le sentiment de déjà vu bride les énergies et obscurcit le risque et le jugement. Or la décision de business ne se prend qu'après une analyse de son risque ; si ce dernier est difficilement mesurable, l'arbitrage sera difficile à rendre. » note Thierry Millon.

« A la fin de l'année, notre pays comptera environ 54000 défaillances, ce nombre était attendu et nous l'avions annoncé l'année dernière. On peut se féliciter qu'il exprime un recul sensible des dépôts de bilan, mais on peut aussi regretter qu'il soit encore deux fois supérieur à celui de notre voisin et partenaire Allemand. Au-delà des spécificités techniques ou judiciaires, un des éléments devant expliquer cette moindre vulnérabilité des entreprises allemandes tient à la confiance des agents économiques qui s'appuie sur un respect des engagements décidés. Clé de voute de la relation d'affaires, la confiance se gagne notamment en payant ses factures à l'heure. Les deux tiers des clients allemands payent leurs fournisseurs à l'heure, c'est l'inverse en France, en particulier sur le second semestre ; d'abord les congés d'été sont le prétexte au report du règlement de certaines factures sur septembre, puis le « window dressing », pratiqué habituellement à l'occasion d'une opération de rachat-vente pour améliorer la présentation comptable de l'entreprise, tendrait à devenir aussi un usage de fin d'année visant à décaler les paiements de quelques factures. Le risque est que si certains fournisseurs peuvent élégamment relancer les clients retardataires à l'occasion de l'envoi des vœux, d'autres ne peuvent pas passer la trêve des confiseurs faute de trésorerie.

Alors oui, la reprise économique est vraiment là, mais pour encore trop d'acteurs, financièrement, la crise couve toujours ! » conclut Thierry Millon.

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES 3^E TRIMESTRE 2017

9

- 9 Nombre des défaillances (ouvertures de procédure) aux 3^{es} trimestres sur 5 ans
Nombre de défaillances par tranche d'effectif
- 10 Nombre de défaillances par tranche d'âge
- 11 Nombre de défaillances par région
- 12 Statistiques des défaillances par activité
- 13 Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou
300 salariés placées en Sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) au 3^e trimestre 2017
- 15 Courbe d'évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 20 ans
(en milliers - 12 mois glissés)
- 16 Carte d'évolution des défaillances (sauvegardes + RJ + LJ directes) par région en 2017-T3/2016-T3

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES 9 PREMIERS MOIS 2017

18

- 18 Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'effectif
Nombre de défaillances d'entreprises par tranche d'âge
- 19 Nombre de défaillances d'entreprises par région
- 20 Nombre de défaillances d'entreprises par activité

MÉTHODOLOGIE

21

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^E TRIMESTRE 2017

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 3^E TRIMESTRE 2017

(situation provisoire arrêtée au 15 octobre de chaque année).

NOMBRE DE DÉFAILLANCES (OUVERTURES DE PROCÉDURE) AUX 3^{ES} TRIMESTRES SUR 5 ANS

NOMBRE D'OUVERTURES	T3 2013	T3 2014	T3 2015	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
Sauvegardes	356	375	330	254	220	-13,4%
Redressements Judiciaires	3 801	3 816	3 729	3 318	3 150	-5,1%
Liquidations Judiciaires directes	9 237	9 654	8 915	7 850	7 460	-5,0%
Total Ouvertures	13 394	13 845	12 974	11 422	10 830	-5,2%
Dont PME > 50 salariés	114	120	72	71	63	-11,3%
Total Emplois menacés	53 500	56 400	47 000	39 400	33 800	-14,2%
Total Ouvertures 12 mois glissés	63 955	64 162	63 246	60 090	55 100	-8,3%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

SALARIÉS	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
0 à 2 salariés	8 411	7 851	-6,7%
3 à 5 salariés	1 556	1 559	0,2%
6 à 9 salariés	718	712	-0,8%
10 à 19 salariés	479	451	-5,8%
20 à 49 salariés	187	194	3,7%
50 à 99 salariés	37	37	0,0%
100 à 199 salariés	20	16	-20,0%
200 salariés et plus	14	10	-28,6%
TOTAL FRANCE	11 422	10 830	-5,2%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'ÂGE

ÂGES	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
moins de 3 ans	2280	2203	-3,4%
3 à 5 ans	3202	2960	-7,6%
6 à 10 ans	2641	2508	-5,0%
11 à 15 ans	1301	1268	-2,5%
16 à 50 ans	1928	1834	-4,9%
51 et plus	70	57	-18,6%
TOTAL FRANCE	11 422	10 830	-5,2%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION

RÉGIONS	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
AUVERGNE — RHÔNE-ALPES	1 433	1 308	-8,7 %
<i>Auvergne</i>	199	158	-20,6 %
<i>Rhône-Alpes</i>	1 234	1 150	-6,8 %
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	407	430	5,7 %
<i>Bourgogne</i>	262	253	-3,4 %
<i>Franche-Comté</i>	145	177	22,1 %
BRETAGNE	475	421	-11,4 %
CENTRE - VAL DE LOIRE	358	378	5,6 %
CORSE	94	70	-25,5 %
GRAND EST	836	819	-2,0 %
<i>Alsace</i>	316	335	6,0 %
<i>Lorraine</i>	192	168	-12,5 %
<i>Champagne-Ardenne</i>	328	316	-3,7 %
HAUTS-DE-FRANCE	1 008	812	-19,4 %
<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	688	578	-16,0 %
<i>Picardie</i>	320	234	-26,9 %
ÎLE-DE-FRANCE	2 322	2 265	-2,5 %
NORMANDIE	515	469	-8,9 %
<i>Basse-Normandie</i>	223	204	-8,5 %
<i>Haute-Normandie</i>	292	265	-9,2 %
NOUVELLE-AQUITAINE	1 026	901	-12,2 %
<i>Aquitaine</i>	614	541	-11,9 %
<i>Limousin</i>	122	112	-8,2 %
<i>Poitou-Charentes</i>	290	248	-14,5 %
OCCITANIE	1 026	967	-5,8 %
<i>Languedoc-Roussillon</i>	551	528	-4,2 %
<i>Midi-Pyrénées</i>	475	439	-7,6 %
PAYS DE LA LOIRE	543	524	-3,5 %
PROVENCE — ALPES CÔTE-D'AZUR	1 149	1 188	3,4 %
DOM ET ÉTRANGER	230	278	20,9 %
TOTAL FRANCE	11 422	10 830	-5,2 %

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
AGRICULTURE	258	234	-9,3%
<i>Chasse, pêche, forêt</i>	53	42	-20,8%
<i>Culture</i>	89	78	-12,4%
<i>Élevage</i>	116	114	-1,7%
CONSTRUCTION	3012	2684	-10,9%
<i>Bâtiment</i>	2545	2291	-10,0%
<i>Immobilier</i>	467	393	-15,8%
COMMERCE	2590	2534	-2,2%
<i>Commerce & réparation de véhicules</i>	409	414	1,2%
<i>Commerce de détail</i>	1665	1586	-4,7%
<i>Commerce Interentreprises</i>	516	534	3,5%
INDUSTRIE	811	776	-4,3%
<i>Industrie agroalimentaire</i>	302	281	-7,0%
<i>Industrie manufacturière</i>	509	495	-2,8%
INFORMATION & COMMUNICATION	272	283	4,0%
<i>Services informatiques & édition de logiciels</i>	163	171	4,9%
<i>Autres activités information & communication</i>	109	112	2,8%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	342	369	7,9%
<i>Transport routier de marchandises</i>	218	220	0,9%
<i>Autres activités de transport</i>	124	149	20,2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	78	75	-3,8%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 362	1 321	-3,0%
<i>Activités scientifiques et techniques</i>	696	680	-2,3%
<i>Services administratifs aux entreprises</i>	666	641	-3,8%
SERVICES AUX PARTICULIERS	477	435	-8,8%
<i>Activités de réparation</i>	64	62	-3,1%
<i>Coiffeurs, soins de beauté et corporels</i>	318	289	-9,1%
<i>Autres services à la personne</i>	95	84	-11,6%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 580	1 488	-5,8%
<i>Hébergement</i>	71	83	16,9%
<i>Restauration</i>	1262	1148	-9,0%
<i>Débites de boissons</i>	247	257	4,0%
AUTRES ACTIVITÉS	640	631	-1,4%
<i>Santé humaine & action sociale</i>	179	194	8,4%
<i>Activités récréatives</i>	197	186	-5,6%
<i>Enseignement</i>	172	154	-10,5%
<i>Autres activités</i>	92	97	5,4%
TOTAL DES DÉFAILLANCES	11 422	10 830	-5,2%

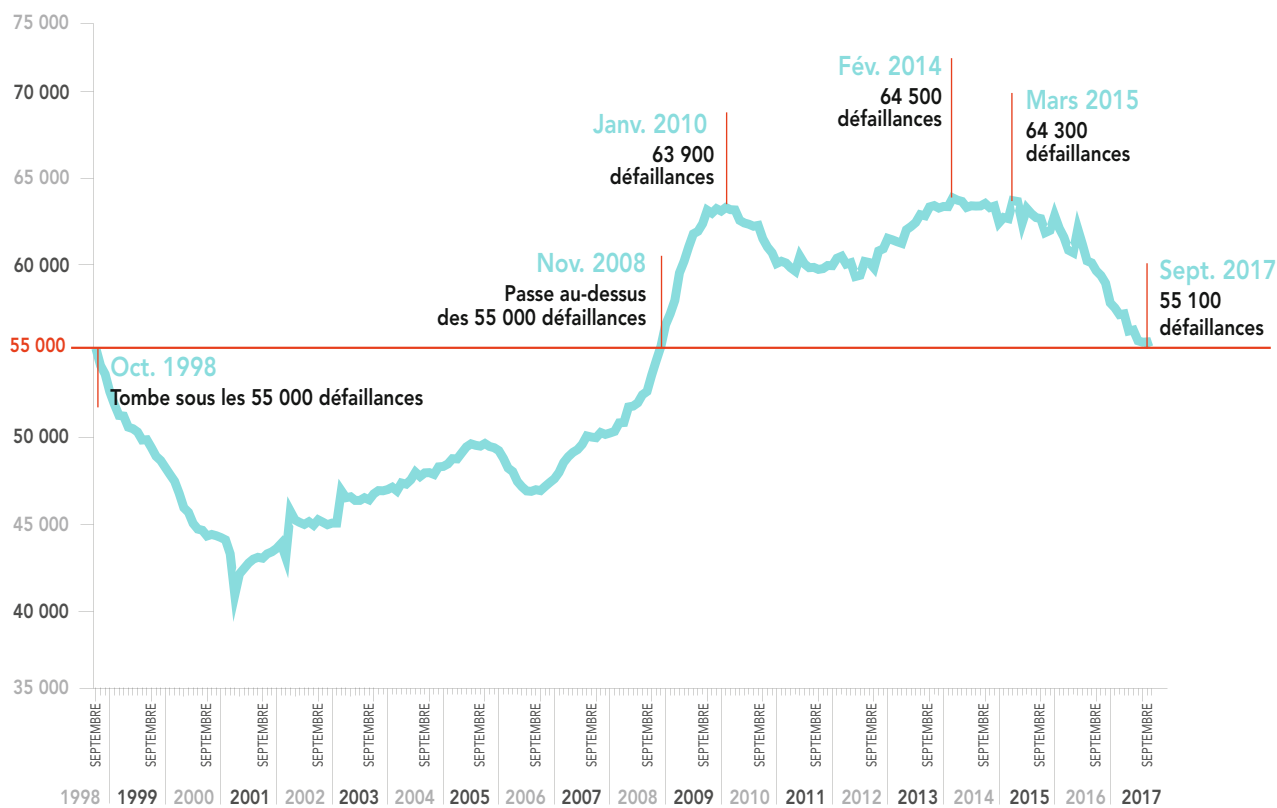
LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES
 OU 300 SALARIÉS PLACÉES EN SAUVEGARDE, RJ OU LJ (OUVERTURES)
 AU 3^E TRIMESTRE 2017

RAISON SOCIALE ACTIVITÉ	DPT	ANNÉE DE CRÉATION	EFFECTIF	CA EN M€	MOIS DE PROCÉDURE
TBI Maçonnerie Générale, Gros-œuvre et Rénovation	78	1984	470	149,1	08
SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE DE MÉTALLURGIE - S.A.M Production de composants pour l'automobile en métaux légers	12	1975	440	109,2	07
PEUGEOT JAPY (MAIKE) Fabrication d'autres équipements automobiles	25	1992	346	76,3	08
FRANK ET PIGNARD (MAIKE) Décolletage, mécanique de précision	74	1955	440	72,8	08
EUREKA RECUPERATION Fabrication d'emballages en matières plastiques	42	2002	12	67,1	07
ISOCHEM Fabricant de chimie fine	91	1994	285	65,2	07
EUROPE ALLIAGES Négoce de métaux ferreux et non ferreux.	42	2011		43,4	07
E.M.T 74 (MAIKE) Découpage, emboutissage	74	1959	140	39,8	08
OAV (OR-A-VENDRE.COM) Commerce des métaux précieux, d'articles d'horlogerie, de bijouterie	75	2010		36,8	09
TERRITOIRE REDSKINS Commerce de vêtements et accessoires de mode	92	1999	132	36,4	09

RAISON SOCIALE ACTIVITÉ	DPT	ANNÉE DE CRÉATION	EFFECTIF	CA EN M€	MOIS DE PROCÉDURE
VEHIXEL CARROSSIER CONSTRUCTEUR Fabrication de carrosserie de bus et véhicules de sécurité	1	2003	146	34,3	07
PRECIALP (MAIKE) Mécanique industrielle	74	1980	125	31,3	08
LORRAINE TUBES Construction de tubes en acier	54	1957	233	30,6	09
CHANTEMUR Décoration murale	59	2005	89	29,9	09
SPORTING CLUB DE BASTIA Club de football	20	1997	120	25,8	09
FONDERIE DE NIEDERBRONN Production industrielle de pièces en fonte grise.	67	2007	178	24,0	07
SONOCAS Câblage électrique	2	1986	28	23,4	09
EXOSUN Trackers solaires	33	2007	73	20,9	07
ALTIVO Elevage veaux de boucherie	19	2002	12	20,4	07
CAVE CANEM Sécurité privée	94	1985	511	16,2	07
SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE ET DES LOISIRS - SPCL Prospection d'adhérents pour la vente par abonnement de produits culturel	75	1973	334	12,4	08

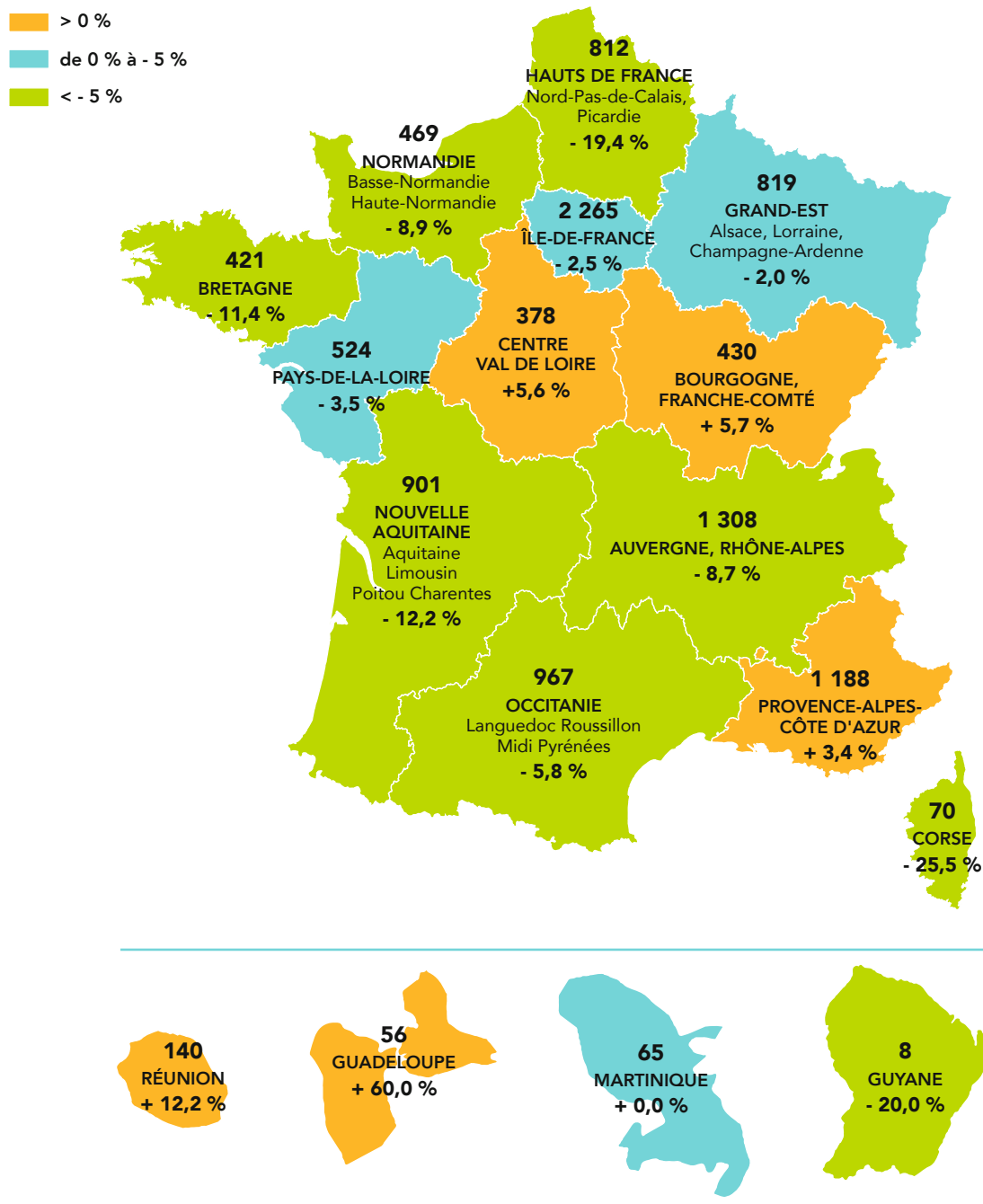
COURBE D'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 20 ANS

(EN MILLIERS - 12 MOIS GLISSÉS)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (SAUVEGARDES + RJ + LJ DIRECTES) PAR RÉGION EN 2017-T3/2016-T3

SOURCE ALTARES



PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES D'ENTREPRISES EN FRANCE

9 PREMIERS MOIS 2017

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 9 PREMIERS MOIS 2017

Situation provisoire arrêtée au 15 octobre de chaque année.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

SALARIÉS	9 mois 2016	9 mois 2017	Évolution semestre
0 à 2 salariés	31 714	29 908	-5,7%
3 à 5 salariés	6 163	5 828	-5,4%
6 à 9 salariés	2 890	2 551	-11,7%
10 à 19 salariés	1 760	1 578	-10,3%
20 à 49 salariés	819	734	-10,4%
50 à 99 salariés	162	127	-21,6%
100 à 199 salariés	76	56	-26,3%
200 salariés et plus	34	32	-5,9%
TOTAL FRANCE	43 618	40 814	-6,4%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'ÂGE

ÂGES	9 mois 2016	9 mois 2017	Évolution semestre
moins de 3 ans	7 195	6 655	-7,5%
3 à 5 ans	13 130	11 728	-10,7%
6 à 10 ans	10 680	9 959	-6,8%
11 à 15 ans	4 938	4 939	0,0%
16 à 50 ans	7 431	7 308	-1,7%
51 et plus	244	225	-7,8%
TOTAL FRANCE	43 618	40 814	-6,4%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION

RÉGIONS	9 mois 2016	9 mois 2017	Évolution semestre
AUVERGNE — RHÔNE-ALPES	3 437	3 209	-6,6%
<i>Auvergne</i>	1 323	1 277	-3,5%
<i>Rhône-Alpes</i>	721	665	-7,8%
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	1 393	1 267	-9,0%
<i>Bourgogne</i>	3 717	3 453	-7,1%
<i>Franche-Comté</i>	2 229	2 113	-5,2%
BRETAGNE	448	434	-3,1%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1 040	906	-12,9%
CORSE	5 152	4 991	-3,1%
GRAND EST	696	675	-3,0%
<i>Alsace</i>	4 456	4 316	-3,1%
<i>Lorraine</i>	1 738	1 587	-8,7%
<i>Champagne-Ardenne</i>	1 562	1 466	-6,1%
HAUTS-DE-FRANCE	943	867	-8,1%
<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	619	599	-3,2%
<i>Picardie</i>	1 487	1 420	-4,5%
ÎLE-DE-FRANCE	326	281	-13,8%
NORMANDIE	9 129	8 363	-8,4%
<i>Basse-Normandie</i>	3 941	3 677	-6,7%
<i>Haute-Normandie</i>	2 128	1 986	-6,7%
NOUVELLE-AQUITAINE	1 813	1 691	-6,7%
<i>Aquitaine</i>	3 521	3 129	-11,1%
<i>Limousin</i>	2 447	2 219	-9,3%
<i>Poitou-Charentes</i>	1 074	910	-15,3%
OCCITANIE	1 991	1 884	-5,4%
<i>Languedoc-Roussillon</i>	1 925	1 765	-8,3%
<i>Midi-Pyrénées</i>	793	752	-5,2%
PAYS DE LA LOIRE	1 132	1 013	-10,5%
PROVENCE — ALPES CÔTE-D'AZUR	4 401	4 533	3,0%
DOM ET ÉTRANGER	1 291	1 056	-18,2%
TOTAL FRANCE	43 618	40 814	-6,4%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS	9 mois 2016	9 mois 2017	Évolution semestre
AGRICULTURE	1 019	1 114	9,3%
<i>Chasse, pêche, forêt</i>	195	180	-7,7%
<i>Culture</i>	397	410	3,3%
<i>Élevage</i>	427	524	22,7%
CONSTRUCTION	11 984	10 445	-12,8%
<i>Bâtiment</i>	10 092	8 893	-11,9%
<i>Immobilier</i>	1 892	1 552	-18,0%
COMMERCE	9 494	9 180	-3,3%
<i>Commerce & réparation de véhicules</i>	1 523	1 469	-3,5%
<i>Commerce de détail</i>	5 895	5 752	-2,4%
<i>Commerce Interentreprises</i>	2 076	1 959	-5,6%
INDUSTRIE	3 066	2 897	-5,5%
<i>Industrie agroalimentaire</i>	1 090	1 070	-1,8%
<i>Industrie manufacturière</i>	1 976	1 827	-7,5%
INFORMATION & COMMUNICATION	1 034	1 027	-0,7%
<i>Services informatiques & édition de logiciels</i>	628	628	0,0%
<i>Autres activités information & communication</i>	406	399	-1,7%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 259	1 349	7,1%
<i>Transport routier de marchandises</i>	858	845	-1,5%
<i>Autres activités de transport</i>	401	504	25,7%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	289	256	-11,4%
SERVICES AUX ENTREPRISES	5 527	4 887	-11,6%
<i>Activités scientifiques et techniques</i>	2 632	2 401	-8,8%
<i>Services administratifs aux entreprises</i>	2 895	2 486	-14,1%
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 779	1 713	-3,7%
<i>Activités de réparation</i>	228	230	0,9%
<i>Coiffeurs, soins de beauté et corporels</i>	1 189	1 163	-2,2%
<i>Autres services à la personne</i>	362	320	-11,6%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	5 846	5 477	-6,3%
<i>Hébergement</i>	351	332	-5,4%
<i>Restauration</i>	4 600	4 220	-8,3%
<i>Débits de boissons</i>	895	925	3,4%
AUTRES ACTIVITÉS	2 321	2 469	6,4%
<i>Santé humaine & action sociale</i>	708	774	9,3%
<i>Activités récréatives</i>	712	717	0,7%
<i>Enseignement</i>	576	595	3,3%
<i>Autres activités</i>	325	383	17,8%
TOTAL DES DÉFAILLANCES	43 618	40 814	-6,4%

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60 % des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro Siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

DONNÉES SUR L'EMPLOI OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

ANNEXES : SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS ET CODES NAF ASSOCIÉS :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage ...)	77 à 82 ET 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 ET 99